

Dignity By Design For Sex Workers

*Atelier transdisciplinaire international
par DPTS2026*

Programme

Les communications et discussions se tiendront en langue anglaise. Une traduction vers le français sera mis en place en salle en fonction de vos besoins.



FÉDÉRATION
PARAPLUIE ROUGE

anr[®]
DPTS
2026

CERC UMR5137 **CRID**
CENTRE DE RECHERCHES CRITIQUES SUR LE DROIT

 **Faculté
de Droit**
Saint-Étienne



Centre
Max Weber

 **Faculté
de Sciences
Humaines
et Sociales**
Saint-Étienne

Mercredi 8 de 14h00 à 17h30 - Communications

Etat des lieux des législations nationales et des politiques globales

Jeudi 9 de 09h00 à 12h00 - Atelier plénier

Propositions de Loi sur le travail du sexe

Jeudi 9 de 14h30 à 17h30 - Ateliers

Session A - Politiques et narratifs : la criminalisation du travail et de la migration

Session B - Travailler sur les archives

Jeudi soir

Projection-débat : Doux Amer

Vendredi 10 de 08h30 à 9h30

*Présentation plénière des travaux d'étudiants
sur des décisions de justice alternatives*

Vendredi 10 de 09h30 à 12h30 - Ateliers

Session A - Méthodologie de la recherche et projets participatifs

Session B - Contentieux stratégiques et bases de données jurisprudentielles

Vendredi 10 de 14h30 à 17h00 - Atelier plénier

Organisation collective des recherches sur le travail sexuel

Etat des lieux des législations nationales et des politiques globales

14h00 : Allocution d'ouverture par Baptiste Bonnet, Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Jean Monnet ; Benoît Schmaltz, directeur du projet DPTS2026 ; (à déterminer) Représentant de la Fédération Parapluie Rouge

Le débat au sein de l'Union européenne : gouvernance, valeurs et politiques du travail du sexe

Irena Fercikova Konecne - 14h40

Travail du sexe, migration et le "modèle nordique"

Niina Vuolajarvi - 15h00

La déplateformisation des TDS en ligne et le rôle du droit pénal dans la criminalisation des plateformes comme tiers

Salomé Lannier - 15h20

Focus sur la politique belge de décriminalisation du travail du sexe

La nouvelle législation belge

Jean-Marc Hausman - 16h00

L'impact normative de la législation du travail du sexe en Belgique

Stef Adriaenssens - 16h40

L'impact des lieux de travail dans l'accès à l'autonomie et à la sécurité des travailleuses et travailleurs du sexe

Julie Sojcer, Ana Daniela Dresler (d'après un travail de recherche avec la co-autrice Marianne Chargois) - 17h00

*Jeudi 9 de 09h00 à 12h00 - Atelier Plénier
Salle L006*

Propositions de Loi sur le travail du sexe

Programme détaillé : Cet atelier vise à rassembler les forces et les idées autour de propositions de loi élaborées par la communauté des travailleur·euses du sexe afin d'améliorer leurs droits dans les pays où le travail du sexe n'est pas directement interdit en tant qu'activité économique indépendante. Issu du projet de recherche participative DPTS2026 autour d'une proposition de loi pour le 10e anniversaire de la dernière loi française sur la prostitution, la situation en France occupera une place importante dans la discussion ; mais les situations, expériences et attentes d'autres pays auront néanmoins leur place dans l'atelier, car les stratégies politiques et les méthodologies d'élaboration des projets de loi peuvent se nourrir d'échanges internationaux et d'un éventuel cadre commun, au-delà des particularités de chaque pays.

Au-delà des grandes orientations de politique publique, les possibilités d'évolutions au sein de branches précises du droit pourront être discutées, notamment en matière de droit du travail et de la sécurité sociale.

Participant·es : Marie Boussaguet, Katie Cruz, Cybèle Lespérance, Sarah-Marie Maffesoli, Ira Salo, Raphaël Serres, Associations Otras, Swag

*Thursday 9 - 14:30-17:30 - Session Workshop A
Salle L006*

Politiques et narratifs : la criminalisation du travail et de la migration

Programme détaillé : Une observation récurrente dans les travaux de recherche et de militantisme sur le travail du sexe est que les récits influencent les représentations, les cadres éthiques des acteurs du secteur et, en fin de compte, les orientations politiques des dirigeants. La perpétuation de cadres juridiques répressifs, généralement préjudiciables aux travailleurs du sexe, est justifiée par la diffusion massive de représentations misérabilistes d'une activité assimilée à un phénomène criminel et de narratifs des trajectoires migratoires comme source systématique d'exploitation.

Les travailleuses et travailleurs du sexe et les chercheuses et chercheurs sont invité.e.s ici à échanger sur leurs dernières constatations, leurs théories, leurs méthodes pour documenter ces mécanismes, et leurs outils pour les contrer ou les renverser.

Présentation introductive

**Influences transnationales sur la promotion du modèle
nordique au Japon : réflexions sur la campagne « Stop !
The Nordic Model » menée par des militant.e.s
japonais.e.s du secteur du travail du sexe**

Chihiro Toya

Participant·es : Begoña Aramayona Quintana, Ines Anttila, Ana Daniela Dresler, Alice El Cheikh, Sarah-Marie Maffesoli, Hélène Le Bail, Chihiro Toya

Jeudi 9 de 14h30 à 17h30 - Atelier de session B
Salle L102

Travailler sur les archives

Programme détaillé : Développer un réseau de recherches entre universitaires et travailleur·ses sexuel·les demande de faire l'histoire sociopolitique des recherches menées sur la question du travail sexuel. Par qui, comment et à partir de quelles archives ont été menées ces travaux ? Construire un mouvement mené par et pour les TDS permet de mieux situer la recherche et d'ouvrir la voie à un réexamen des sources historiques, à une exploration de documents d'archives récents recueillis au sein des mouvements de TDS. Ces sources, ces politiques de recherche situées et les alliances entre TDS et universitaires devraient permettre de renouveler les recherches.

Que peuvent apprendre les universitaires et les travailleur·ses sexuel·les les un·e·s des autres à partir de leurs travaux sur les archives anciennes et récentes ? La conduite de recherches en dehors du domaine universitaire permet-elle aux TDS de mettre en évidence certains angles morts des études académiques ? Cet atelier encouragera les participant·es à partager leurs conclusions, leurs doutes et leurs objectifs en relation avec leurs travaux respectifs sur archives.

Présentation introductive

Le droit vécu : la parole des femmes dans les archives

Samantha Pratali

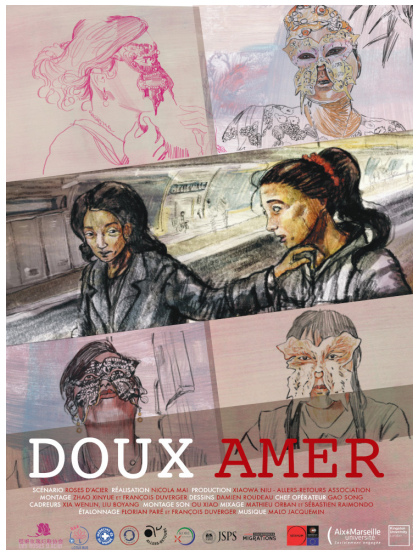
Participant·es : Céline Belledent, Samantha Pratali, Juls Edo Serrano, Guilia Sbaffi, Vladimyr, Jehane Zouyene

Jeudi Soir 21h00-23h00

Projection-débat

DOUX AMER

Réalisé par Nichola Mai



Le film « Doux Amer » est une ethnofiction réalisée dans le cadre d'un projet de recherche européen (Sexual Humanitarianism : Migration, Sex Work and Trafficking) coordonné par Nicola Mai. Il est le résultat d'ateliers d'écriture qui ont rassemblé 11 femmes chinoises migrantes ayant eu une expérience de travail sexuel à Paris. Le scénario né de ces ateliers n'a jamais pu être tourné du fait de l'épidémie de covid19. Toutefois, en coopération avec l'association de femmes chinoises Roses d'Acier et avec la productrice Xiaowa Niu, « Doux Amer » propose un dispositif original pour mettre en scène ce scénario inachevé et le dialogue noué avec les chercheur·es.

Cinéma Le Méliès, 10 pl. Jean Jaurès

*Vendredi 10 de 09h30 à 12h30 - Atelier de session A
Salle L006*

Méthodologie de la recherche et projets participatifs

Programme détaillé : Cet atelier vise à réunir travailleur·ses sexuel·les ainsi que chercheur·ses afin d'échanger sur la manière de conduire des recherches collaborativement sur le travail sexuel. Une attention accrue sera portée aux méthodologies et aux politiques de recherches. Si les réflexions en sciences sociales ont déjà réfléchi les recherches collaboratives et participatives, le travail du sexe a la qualité d'amener aussi des réflexions interdisciplinaires particulièrement stimulantes. Quelle forme peuvent prendre les recherches ? Comment faire dialoguer les différentes positions (TDS, chercheur·ses dans différentes disciplines) et évidences pour mener des recherches précises et éthiques ?

Pouvons-nous établir un protocole commun sur la manière dont les travailleur·ses sexuel·les, en tant que personnes mais aussi en tant que groupe social, pourraient ou devraient être impliqué·e·s dans des projets participatifs ? Cet atelier sera notamment l'occasion de discuter des toutes récentes « Gold Standard Guidelines for Safe and Ethical Sex Work Research in Europe » (Lignes directrices de référence pour une recherche sûre et éthique sur le travail du sexe en Europe), publiées en septembre par l'European Sex Workers' Right Alliance et l'European Sex Work Research Network.

Présentation introductive

Informen les pratiques et les politiques de réduction des risques grâce à une recherche méthodologiquement mixte, rigoureuse et participative aux États-Unis

Lara Gerassi

Participant·es : Céline Belledent, Lara Gerassi, Mathilde Kiening, Hélène Le Bail, Guilia Sbaffi

*Vendredi 10 de 09h30 à 12h30 - Atelier de session B
Salle L102*

Contentieux stratégiques et bases de données jurisprudentielles

Programme détaillé : Si les législations nationales restent au cœur de nombreuses campagnes militantes menées par les travailleur·ses sexuel·les dans les pays où le cadre juridique est répressif, les avancées – ou les reculs – en matière de droits des TDS peuvent également résulter d'évolutions judiciaires, qu'il s'agisse des potentialités de réorientation des politiques publiques d'une décision de justice internationale ou de la solution innovante apportée à une affaire par le tribunal de première instance d'un État membre de l'Union Européenne. Face aux difficultés inhérentes aux changements politiques visant à améliorer les cadres juridiques du travail du sexe, les militant.e.s et les juristes peuvent être tenté.e.s d'inciter les juridictions à la reconnaissance des violations des droits fondamentaux des travailleur·ses sexuel·les, ou encore de provoquer délibérément un litige afin de faire bouger les choses à leur niveau d'action.

Cet atelier vise à s'inspirer des pratiques stratégiques fructueuses en matière de litiges dans d'autres domaines pour mener à bien des actions juridiques concrètes par et pour les travailleur·ses sexuel·les, ainsi qu'à discuter de l'intérêt de créer des bases de données jurisprudentielles afin de mieux identifier les points d'évolution possibles grâce aux contentieux.

Présentation introductive

L'affaire M.A. c. France, le droit à l'autodétermination et la « dignité comme contrainte »

Marjan Wijers

*Participant·es : Laura Graham, Sarah-Marie Maffesoli,
Benjamin Moron-Puech, Raphaël Serres, Marjan Wijers*

Vendredi 10 de 14h30 à 17h00 - Atelier plénier
Salle L006

Organisation collective des recherches sur le travail sexuel

Programme détaillé : À l'issue de l'atelier international transdisciplinaire Dignity by Design, les participant·es et le public des sessions précédentes seront invité·es à assister à un atelier plénier final où ils seront encouragé·e·s à partager les points forts et les perspectives de leurs travaux collectifs des jours précédents, et à suivre la discussion entre les travailleur·ses du sexe et les chercheuses et chercheurs sur l'avenir des recherches collaboratives sur le travail sexuel.

Quels pourraient être les fondements d'un développement international de projets participatifs tels que DPTS2026 ? La grande diversité linguistique de l'Europe constitue-t-elle un obstacle à l'organisation collective de la recherche au-delà de l'utilisation de l'anglais ? Les recherches sur le travail du sexe doivent-elles continuer à se concentrer principalement sur la relation sexuelle tarifée ou chercher à dépasser réellement les frontières entre les différentes activités liées au travail du sexe ? Existe-t-il un moyen d'étendre les structures existantes telles que le European Sex Work Research Network vers une institution de recherche financièrement viable, partagée entre TDS et chercheur·ses issu·es de différentes disciplines universitaires et de différents contextes géo-politiques ?

Présentation introductive

**Quelles perspectives pour développer le domaine de
recherche sur le travail du sexe et la prostitution ?**

**L'exemple de la Research Society on Sexwork and
Prostitution dans les pays germanophones**

Benjamin Abt

*Participant·es : Benjamin Abt, Laura Graham, Isabelle
Johansson, Giulia Selmi, Raphaël Serres*

Informations utiles

L'évènement se déroulera dans les bâtiments J (Amphithéâtre J01) et L (Salles L006 & L102) du Campus Tréfilerie de l'Université Jean Monnet

Adresse :

Faculté de Droit, Université Jean Monnet
33 Rue du Onze Novembre
42100 Saint-Étienne

Transports en commun :

Tram T3 depuis la gare de Saint-Étienne, trajet de l'arrêt St-Etienne-Châteaueux à l'arrêt Campus Tréfilerie

Plan du site :



Contact mail : dpts2026@proton.me

anr Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel 2026

Le projet "Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel 2026" (DPTS2026) est une initiative de recherche-action participative financée par l'Agence Nationale de la Recherche (France). Il réunit chercheur·ses de toute discipline, associations de travailleur·ses du sexe et organisations alliées (notamment la Fédération Parapluie Rouge, Médecins du Monde) afin d'élaborer une proposition de loi sur la base de l'état de l'art scientifique et d'une consultation communautaire.

Nos Partenaires :



FÉDÉRATION
PARAPLUIE ROUGE



CeR**CRID**
UMR5137
CENTRE DE RECHERCHES CRITIQUES SUR LE DROIT


Centre
Max Weber

 **Faculté
de Droit**
Saint-Étienne

 **Faculté
de Sciences
Humaines
et Sociales**
Saint-Étienne